

La Voix de l'Arménie

REVUE BI-MENSUELLE

Paraissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, Rue Jacob, Paris VI^{me}

... .. Téléphone : Gobelins 40.99

Le Numéro : 0 fr. 50

Abonnements : France, Un an 12 fr. — Etranger, Un an 15 fr.

Comité de Patronage de "LA VOIX DE L'ARMÉNIE"

- M. ALBERT THOMAS, ancien Ministre, Député.
M^{me} C. ANDRÉ.
M. le Général BAILLOUD, Inspecteur général des Troupes Françaises en Égypte et en Palestine.
Mgr BAUDRILLART, Recteur de l'Institut Catholique de Propagande Française à l'Étranger.
MM. Pierre BERNUS, Publiciste, Correspondant du Journal de Genève.
BONET-MAURY, Professeur honoraire de l'Université de Paris.
Pierre de BOUCHAUD, homme de lettres.
Emile BOUTROUX, de l'Académie Française.
Paul BOYER, Directeur de l'École des Langues Orientales vivantes.
Georges CLEMENCEAU, Président du Conseil des Ministres, Sénateur.
DENYS COCHIN, de l'Académie Française, ancien Ministre, Député.
Baron Ludovic de CONTESSON.
Henri COULON, Avocat à la Cour d'Appel.
Charles DIEHL, de l'Institut, Professeur à l'Université de Paris.
Paul DOUMER, ancien Président de la Chambre des Députés, Sénateur.
Emile DOUMERGUE, Doyen de la Faculté libre de Théologie protestante à Montauban.
Eugène d'EICHTHAL, de l'Institut, Directeur de l'École des Sciences Politiques.
Etienne FLANDIN, Sénateur.
Anatole FRANCE, de l'Académie Française.
FRANKLIN-BOUILLON, ancien Ministre, Président de la Commission des Affaires Extérieures.
M^{me} Georges GAULIS, Publiciste.
Dr. H. Adams GIBBONS, Docteur en Philosophie, auteur de « La Fondation de l'Empire Ottoman ».
Mgr GRAFFIN, Directeur de la Société Anti-Esclavagiste.
MM. GUERNIER, Député, ancien Haut Commissaire de la République Française en Grande-Bretagne.
A.-F. HEROLD, Vice-Président de la Ligue des Droits de l'Homme.
Gustave HERVE, Rédacteur en Chef de « La Victoire ».
C. JONNART, ancien Ministre, Sénateur, Président de la Compagnie du Canal de Suez.
Mgr LE ROY, Evêque d'Alinda.
MM. Raphaël-Georges LEVY, de l'Institut.
Georges LEYGUES, Ministre de la Marine, Député.
F. MACLER, Professeur à l'École Nationale des Langues Orientales vivantes.
A. MEILLET, Professeur au Collège de France.
J. de MORGAN, ancien Délégué Général en Perse du Ministère de l'Instruction Publique.
René PINON, Publiciste, Professeur à l'École des Sciences politiques.
REBELLIAU, de l'Institut, Conservateur de la Bibliothèque de l'Institut.
Salomon REINACH, de l'Institut.
Marc REVILLE, Député.
G. SCHLUMBERGER, de l'Institut.
SENART, de l'Institut.
Mgr TOUCHET, Evêque d'Orléans.
M. Maurice VERNES, Président de la Section Religieuse de l'École des Hautes Etudes.

SOMMAIRE :

Le problème turc devant l'Europe,
par M. René PINON.

L'Arménie instrument de Paix mondiale,
par M. J. de MORGAN.

Interview de S. Ex. Boghos Nubar pacha; (*l'Information*).

MÉMOIRES ET DOCUMENTS. — Déclarations de M. Lloyd George à

Manchester. — Un télégramme du Comité *L'Armenia Indipendente*, à M. ORLANDO.

REVUES ET JOURNAUX. — L'Arménie en tant que Nation (*Daily Graphic*). Pour les Arméniens (*Gazette de Lausanne*).

FAITS ET INFORMATIONS. — Signe des temps, par A. H. — En Turquie. Informations diverses. — Au Caucase. Un télégramme du Dr ARARATIAN. — Informations diverses.

La Voix de l'Arménie

REVUE BI-MENSUELLE

Le problème Turc devant l'Europe

Nous venons seulement d'avoir connaissance d'un article publié dans le numéro de mars-avril 1918 de la *Revue politique internationale*, signé Edgar Granville, et intitulé : *le problème turc devant l'Europe*. C'est une thèse historique destinée à étayer et à amener une conclusion politique. Si peu de chance qu'elle ait de trouver aujourd'hui quelque crédit soit en Angleterre, soit en France, il n'est pas inutile de la discuter, tant en raison de la personnalité de l'auteur que du fait que l'article a paru dans la *Revue politique internationale*, qu, éditée à Lausanne, et, comme on le sait, dirigée par un Hongrois, Félix Valyi, compte parmi ses rédacteurs ordinaires M. Romain Rolland et n'est pas sans quelque influence dans les pays neutres.

La thèse historique n'est pas nouvelle ; c'est un essai de rajeunissement des vieilles idées du *torysme* britannique, popularisées par William Pitt, David Urquhart et Beaconsfield : une grande Turquie est nécessaire à l'équilibre de l'Europe ; l'Angleterre, trop souvent abusée par des « préoccupations théologiques » qui trouvèrent leur forme la plus éloquente dans les discours de Gladstone, s'est laissée entraîner à consentir à des amputations de provinces de l'Empire ottoman, alors que c'est l'Empire ottoman dans son intégrité qui aurait pu devenir un mer-

veilleux champ d'expansion économique pour les puissances européennes et spécialement pour la Grande-Bretagne et l'Allemagne. La formule du « protectorat juridique » ne valait pas mieux que la politique des partages ; il aurait fallu laisser l'Empire ottoman se développer selon ses propres lois et ses propres traditions ; toutes les difficultés qui se sont produites en Orient sont venues d'une politique d'immixtion à laquelle les puissances européennes n'ont jamais consenti à renoncer. Le vrai danger pour l'Europe, et surtout pour l'Angleterre, c'était le tsarisme russe, conquérant et oppressif. « Et voici qu'au moment où le tsarisme semblait tout près de la réalisation d'un rêve trois fois séculaire, la fortune fit volte-face et jeta par terre tout l'échafaudage de la politique russe depuis Pierre-le-Grand. Voici que des perspectives entièrement nouvelles s'ouvrent au problème islamique en Asie et que la Turquie, délivrée du cauchemar orthodoxe, rentre sur la scène diplomatique comme une force rajeunie. »

Telle est la thèse. Si un bain de sang rajeunissait, comme on le fit croire à certains tyrans d'autrefois, la Turquie, après l'effroyable bain de sang arménien, syrien, grec, dans lequel elle s'est plongée, devrait être dans toute la force d'une nouvelle jeunesse. C'est le contraire qui est la vérité. L'Empire ottoman était déjà à bout de souffle et d'hommes quand il s'est jeté délibérément, sans provocation, sans raison, dans la guerre actuelle. Il a achevé d'épuiser ses forces en exterminant systématiquement les éléments les plus laborieux, les plus industriels, de toutes ses populations. Aujourd'hui, exsangue, ruiné, il ne vit plus que du serum artificiel que lui injecte l'Allemagne ; son armée, battue, épuisée, réduite à 200 ou 300.000 hommes au plus, commandée, organisée, encadrée par des étrangers, n'est même plus une armée turque. Les aventuriers jeunes-turcs (dont beaucoup ne sont même pas des Turcs) ont ruiné le pays en s'enrichissant eux-mêmes et l'ont livré sans conditions aux mains avides de l'Alle-

magne; ils se grisent aujourd'hui d'idées de conquête et s'imaginent qu'ils ont vaincu la Russie; ils ne s'aperçoivent pas de l'irréremédiable caducité du malheureux peuple qu'ils ont saigné aux quatre veines. M. Edgar Granville ne s'en aperçoit pas non plus, qui veut reconstruire une grande Turquie comme au temps de Soliman. Il a soin d'ailleurs, dans tout son article, de ne pas faire une seule allusion au sanglant holocauste offert par les Jeunes-Turcs à leur chimère d'unification et de turcification. Traiter « le problème turc devant l'Europe » sans tenir compte de la destruction de tout le peuple arménien par la volonté du gouvernement turc, c'est, qu'on nous passe l'expression, un comble. Cette politique de massacres et d'islamisation, on ne saurait décider, répétons-le, si elle a été plus criminelle ou plus stupide. Le cri d'horreur qu'a soulevé dans l'univers civilisé cette effroyable tuerie d'hommes, de femmes et d'enfants, est-ce donc là ce que M. Granville appelle un « faux humanitarisme? » On se demande alors ce que peut être le vrai, ou plutôt, s'il ne s'agit pas ici non d'humanitarisme mais de la plus élémentaire humanité.

La *Voix de l'Arménie* l'a déjà dit à propos de la brochure de Rustem bey et de sa thèse historique, qui a beaucoup d'affinités avec celle que reprend, avec plus de compétence et de connaissances, M. Edgar Granville : les puissances libérales de l'Occident ont tout fait pour aider la Turquie, pour rendre possible sa transformation en un état moderne et civilisé capable de s'articuler à l'organisme européen; elles l'ont sauvée à plusieurs reprises des ambitions russes; elles ont affirmé leur confiance dans sa capacité de réforme interne et elles ont cherché à aider cette réforme. Elles ont été mal récompensées : le *Tanzimat* a abouti à Abdul-Hamid, et la révolution jeune-turque à la dictature de quelques aventuriers, à une guerre où la Turquie se bat contre ses amis naturels, les Anglais et Français, et aux plus épouvantables massacres que le monde ait vus depuis des siècles. Que M. Gran-

ville ne nous dise pas que « l'Orient musulman était, au début de cette guerre, sur le point de devenir la proie de la domination la plus intolérante que le monde ait jamais vue, » car il n'a dépendu que des Jeunes-Turcs de faire leur choix entre les belligérants; s'ils s'étaient déclarés favorables aux puissances occidentales, ils auraient, même en restant neutres, pris la plus solide des garanties contre toute attaque de la part de la Russie; ils auraient pu conserver, du même coup, la paix, la vie, l'intégrité territoriale et l'honneur. En se battant pour le roi de Prusse, ils ont tout perdu. Même s'ils le voulaient aujourd'hui, ils ne pourraient plus s'affranchir du joug allemand et redevenir un grand état indépendant. En politique, il y a un moment décisif où l'effet d'une volonté éclairée engage et domine l'avenir : c'est l'instant de l'aiguillage; une fois l'impulsion donnée, la machine lancée dans une direction, les conséquences se déroulent avec une implacable logique. La Turquie d'aujourd'hui n'est plus en état de choisir.

L'expérience est définitivement faite. Pitt, Urquhart, Beaconsfield, et avec eux toute la grande diplomatie anglaise et européenne du XIX^e siècle, ont cru la Turquie réformable. L'intégrité de l'Empire ottoman était un dogme politique dont la contrepartie nécessaire était « réformes. » Ce fut l'échec réitéré des « réformes » qui obligea l'Europe à admettre des exceptions à la politique d'intégrité. On disait : laissez les Turcs se réformer par eux-mêmes. Depuis 1908 et la révolution, l'Europe ne les a, hélas! que trop laissés faire; on a vu comment ils entendaient les réformes; turcisation, centralisation, pantouranisme, tel fut le programme; le moyen d'action fut le massacre, l'extirpation de tous les éléments non turcs : « ubi solitudinem faciunt, *unitatem* appellat! » Les événements atroces de cette guerre semblent bien avoir donné raison à ceux qui, selon la tradition libérale anglaise de Fox, de lord Holland, de Cobden, de Gladstone, regrettaient que l'Europe n'eut pas, une bonne fois, réglé les affaires d'Orient en mettant les Turcs hors d'état de nuire.

M. Edgar Granville affirme que « la révolution turque dut fatalement échouer dans sa tentative de réconciliation des races dont les pires passions furent surexcitées par les procédés machiavéliques du tsarisme. » Autant de mots, autant de contre-vérités. La révolution turque fut accueillie comme une délivrance, comme une aurore, par tous les habitants, chrétiens ou musulmans non turcs, de l'Empire; tous acclamèrent le régime constitutionnel. Les Jeunes-Turcs s'étaient engagés solennellement à réorganiser l'Etat sur la base d'une large décentralisation, donnant à tous les peuples une autonomie administrative et culturelle qui leur permit de se développer dans les cadres de l'Empire ottoman. Slaves chrétiens de Macédoine, Albanais musulmans ou chrétiens, saluèrent avec joie le moment où, croyaient-ils, un régime européen, fondé sur l'égalité des races et le gouvernement représentatif, allait faire reflourir l'Empire ottoman. Les Jeunes-Turcs trouvèrent moyen, après en avoir profité, de gaspiller tout ce trésor d'enthousiasme et de dévouement généreux. Leur conduite vis-à-vis des Albanais leur coûta la Macédoine et fut bien près de leur coûter la Thrace. Les Arméniens, eux, gardèrent leur confiance et leur fidélité vis-à-vis des Jeunes-Turcs presque jusqu'à la naïveté; le parti dominant, les Daschnakzagsans, étaient, avant la révolution de 1908, les amis des Jeunes-Turcs, les collaborateurs de leurs coups d'Etat, les soutiens de leur politique; leurs chefs étaient intimement liés avec les hommes du Comité Union et Progrès. Même après le commencement de la grande guerre, les Daschnakzagsans ne cessèrent de prêcher aux Arméniens le calme et la confiance. On sait comment ils en furent récompensés! Il n'était donc nullement fatal que la révolution turque échouât dans sa tentative de réconciliation des races. En réalité, cette tentative n'a jamais été faite, ni voulue; ce fut tout de suite la conception des Talaat et des Nazim qui l'emporta: centralisation, unification, alors que le salut et l'avenir d'un empire où cohabitent plusieurs races et religions différentes ne

pouvait être que dans un régime de décentralisation, de libéralisme, de fédéralisme.

Une autre erreur de M. Edgar Granville, qu'il importe de relever, c'est la confusion entre l'avenir de l'Islam et l'avenir de la Turquie. L'Islam était avant la Turquie et il sera encore après elle. Constantinople n'est pas un centre religieux de l'Islam au même titre que La Mecque, Medine, Damas, Kerbelah, Le Caire, Kairouan, Fez. Le Califat n'est tombé que par usurpation aux mains des sultans Osmanlis ; d'ailleurs la doctrine des commentateurs les plus autorisés du droit musulman est que tout souverain musulman est calife en ses états ; l'autorité sainte n'appartient qu'aux descendants du Prophète, parmi les plus authentiques desquels sont le grand chérif de La Mecque, que les alliés ont reconnu comme roi du Hedjaz, et le sultan du Maroc. L'avenir de l'Islam ne serait nullement compromis parce que le sultan des turcs cesserait de régner sur les peuples qui ne sont pas turcs ; au contraire, ce sont les projets pantouraniens des Turco-Allemands qui constituent un péril pour l'indépendance et le libre développement des pays musulmans. M. Granville a oublié que ce ne sont pas les peuples turco-mongoliques qui ont fait la grandeur et la gloire de l'Islam. On frémit, après les horreurs d'Arménie, à lire, sous la plume d'un écrivain civilisé, une phrase comme celle-ci : « La Turquie apparaît comme un élément d'ordre en Asie. » M. Granville pourrait interroger là-dessus les Arméniens, les Arabes, les Grecs, les Syriens. L'ordre à la turque, c'est l'ordre par l'extermination.

M. Granville, s'autorisant des idées exprimées par Albert Sorel dans son admirable ouvrage *La question d'Orient au XVIII^e siècle*, insiste sur la connexion étroite créée par l'histoire entre la question de Pologne et celle de Turquie. Il confond les époques et les situations. L'existence d'une Pologne indépendante et unifiée ne trouve plus actuellement d'obstacle que dans l'intransigeance pangermaniste ; la Russie n'est plus pour elle un danger, pas plus que

pour l'Empire ottoman. La situation de la Turquie dans l'organisme européen n'est plus ce qu'elle était au temps de Catherine II et de Marie-Thérèse, alors qu'elle avait pour frontière le Danube et la Save et qu'elle dominait la Valachie et la Moldavie. Aujourd'hui, des états pleins de vitalité se sont affranchis et développés dans la péninsule des Balkans; ce sont eux qui remplissent maintenant la fonction de contrepoids dont les diplomates du XVIII^e siècle chargeaient la Porte. Pour que l'Europe orientale retrouve son aplomb, il suffirait que s'établissent dans les Balkans des états ou un groupement d'Etats assez forts pour faire obstacle à la poussée germanique: une Pologne forte, un Balkan organisé, deviendront sans doute, dans l'Europe d'après la guerre, les deux piliers solidaires de l'ordre Européen et de la défense contre une Allemagne envahissante. Le rôle de la Turquie, qui n'est presque plus européenne, ne saurait être que secondaire.

Quel système pratique cachent donc les sophismes historiques de M. Edgar Granville? Il veut « un retour aux idées d'Urquhart, aux conceptions de Beaconsfield, adaptées à la nouvelle situation du monde; » c'est-à-dire l'intégrité de l'Empire ottoman, « force rajeunie », « délivré du cauchemar orthodoxe ». Les Turcs y resteraient l'élément dominant; cette race a « une vitalité intrinsèque »; elle ne saurait être remplacée par une « poussière d'états sans consistance ». Pour l'indépendance de cette Turquie rajeunie, l'Allemagne, selon M. Granville, n'est pas une menace; ceux qui croient le contraire oublient « la distance géographique et stratégique qui sépare Allemands et Turcs; jamais Berlin ne pourra songer sérieusement à imposer sa dictature aux hommes de Stamboul, après la guerre moins que jamais. Il faut méconnaître singulièrement les Turcs pour croire qu'ils accepteront, après la chute du tsarisme, une tutelle politique quelconque ». L'auteur ne nous dit pas comment les Turcs feraient pour ne pas subir cette tutelle s'ils n'en

étaient affranchis par leur propre défaite et celle de leurs maîtres allemands. Il a confiance en la modération de l'Allemagne : « les traités nouveaux qu'elle vient de signer avec la Turquie... ne prévoient qu'une *collaboration* aux réformes... » On ne saurait être plus naïf ! Mais il y a mieux.

Le marché turc sera ouvert à toutes les nations sur la base d'une égalité absolue ; la concurrence y sera libre. Il sera, en fait, exploité par l'Angleterre et l'Allemagne qui y trouveront le terrain de leur réconciliation : « Le problème turc..., depuis l'effondrement du tsarisme, est devenu un problème essentiellement anglo-allemand ; ne pouvant le résoudre à leur avantage exclusif, l'Angleterre et l'Allemagne agirait sagement en en faisant l'axe de leur politique de conciliation future, en abandonnant toutes leurs visées foncièrement incompatibles avec l'indépendance et la souveraineté ottomanes et en y inaugurant enfin, à l'abri de toute compétition territoriale, la vraie politique civilisatrice dont rêva David Urquhart, politique généreuse et créatrice, dans les pays que traversent les grandes routes asiatiques ». C'est ainsi que « l'Angleterre et l'Allemagne... rendront la tranquillité au monde ». La guerre n'a rien appris à M. Granville ; il croit encore au désintéressement généreux de l'Allemagne et à l'amitié nécessaire des Anglais et des Allemands. Vraiment, il retarde ! Quant aux intérêts français en Orient et à l'avenir de l'amitié franco-anglaise dans ces régions, il n'en est même pas question.

Si l'Europe méconnaît les vérités salutaires que lui enseigne M. Granville, alors « Tokio et Constantinople deviendront les deux pôles d'un ordre nouveau en Asie, le Bouddhisme et l'Islamisme se tendront la main à travers ce continent immense pour en restaurer les ruines et en faire jaillir une vie nouvelle ».

Des vues si étranges, si en contradiction avec les enseignements de la grande guerre sont faites pour nous étonner ; elle sont sans doute l'apanage d'un très petit nombre d'individus, peut être d'un seul ; elles sont cepen-

dant vénéneuses parce qu'elles paraissent au premier abord s'autoriser de traditions politiques et diplomatiques qui ont eu leur valeur en leur temps et qui ont gardé du crédit. C'est pourquoi nous avons cru nécessaire de les étaler au grand jour. On est heureux de relire, après les opinions de M. Granville, les déclarations généreuses et politiques à la fois que M. Lloyd George, interprète autorisé de l'opinion britannique, a faites le 12 septembre à Manchester en réponse à une adresse du Comité arménien (1) ou la lettre de M. Clémenceau à S. Ex. Boghos Nubar pacha (2). Les alliés vainqueurs ne failliront ni à leurs devoirs ni à leurs engagements; ils font la guerre, dans laquelle ils ont été entraînés malgré eux, pour la libération des peuples opprimés; la plainte de l'Arménie martyre, de la Syrie esclave, des Arabes passionnés d'indépendance, des Grecs maltraités, sera plus écoutée dans leurs conseils que les théories politiques et historiques désuètes et sophistiquées de M. Granville: les peuples seront délivrés d'un joug que cette guerre a rendu plus odieux et plus sanglant. Il est prématuré de se demander sous quelle forme se fera cette émancipation et ce que deviendront leurs rapports avec le peuple turc qui a, lui aussi, le droit de n'être pas opprimé; mais ce que l'on peut affirmer c'est que, s'il subsiste un état turc, il ne sera plus en état de continuer la politique néfaste des Enver et des Talaat, de réduire des peuples en esclavage, de les islamiser de force et de massacrer des centaines de milliers d'innocents.

RENÉ PINON.

(1) Voir ce texte dans le présent numéro, page 635.

(2) Voir le numéro réuni du 1^{er} et 15 Août, page 544.

L'ARMÉNIE

Instrument de paix mondiale

Commencée sur la question serbe, qui mettait en opposition deux principes entièrement opposés, la grande guerre se continue depuis plus de quatre années, affirmant de plus en plus nettement des deux côtés les buts poursuivis. D'une part, chez les Empires centraux, la soif de domination primant toute considération de justice, d'autre part chez les nations de l'Entente et la plupart des neutres domine la pensée de faire régner sur le monde la liberté pour chaque groupe humain de vivre suivant ses aspirations. Ces deux principes ne s'accorderont jamais, aucun pour parler ne permettra d'établir un *modus vivendi* mixte; car toute concession de la part des alliés n'aboutirait qu'au maintien de l'esprit dominateur chez les auteurs de la crise, leur laisserait l'espérance de réaliser leurs vues dans un avenir plus ou moins éloigné et la faculté de se préparer à tenter un nouveau coup contre la liberté des peuples.

Depuis quatre ans, en bien des circonstances, des tentatives ont été faites pour mettre un terme aux désastres qui affligent le monde; mais aucune n'a pris corps: elles ne pouvaient pas avoir de lendemain, parce que les deux partis belligérants savaient que l'intégral maintien de leurs principes était pour eux une question de vie ou de mort. L'antagonisme est si profond, si absolu que les armes seules peuvent aujourd'hui décider du sort du monde. Il n'y a pas à se faire d'illusions à ce sujet et les rêves socialistes et internationalistes sont beaucoup plus dangereux qu'utiles dans les circonstances présentes, parce qu'ils tendent à laisser aux ennemis de la liberté cette puissance dont il font actuellement un usage si contraire aux principes mêmes du socialisme et de l'internationalisme.

Si les idéals socialistes peuvent se réaliser un jour, ce ne sera jamais qu'en se basant sur les principes pour lesquels com-

battent les armées de l'Entente; car avant d'entreprendre l'émancipation complète des individus, il importe d'obtenir la liberté pour les nations. Il faut que dans les divers groupements humains, l'unité des aspirations reprenne sa valeur, retrouve son libre arbitre, soit à même de décider du sort national, que les intérêts communs puissent être discutés dans chacun des milieux, en toute liberté, qu'aucune pression ne soit exercée sur les esprits; et ce ne sont pas les principes gouvernementaux des empires centraux et de leurs alliés qui peuvent offrir ces garanties qui rendent possibles les plébiscites sincères par lesquels les peuples doivent, en toute justice, faire entendre leur voix.

Mais, si le principe de la liberté des nationalités est admis et proclamé d'une manière générale par l'Entente, les défenseurs du progrès ne peuvent entrer dans tous les détails de la grande transformation pour laquelle ils luttent. C'est aux peuples opprimés, démembrés ou amputés d'exposer leurs désirs, de les définir de façon précise, car l'entente manquerait à ses propres principes si elle intervenait dans des questions d'ordre intérieur concernant les peuples qui doivent un jour être libres.

En examinant les prétentions des nationalités aspirant à l'indépendance, on reconnaît que celles formulées par leurs mandataires, ou les hommes qui se considèrent comme tels, sont presque toutes exagérées et que, si leur application se produisait dès la fin des hostilités, il en résulterait certainement de graves conflits entre les peuples libérés. Or, si l'Entente a le devoir de respecter les conditions intérieures de la vie politique chez les nouveaux peuples, il n'en est pas moins de l'intérêt mondial qu'elle s'entremette en ce qui regarde les questions d'ordre extérieur, afin d'éviter pour elle-même et pour les nations renaissantes des difficultés préjudiciables à la paix du monde.

Cette indispensable pression des gouvernements de l'Entente peut et doit être allégée, si non complètement supprimée, par les nationalités elles-mêmes, si ces nationalités s'entendent avant que le règlement de leurs affaires soit porté sur le tapis vert du congrès de la paix. C'est à elles qu'il revient de discuter de leurs intérêts avec ceux de leurs voisins dont les prétentions chevaucheraient sur les leurs, et, au jour de la paix, de pré-

senter des programmes concordants que l'Entente n'aura plus qu'à contresigner.

Pendant les premières années de la guerre, les Serbes et les Yougo-Slaves se trouvaient être en conflit de prétention avec l'Italie en ce qui regarde les côtes de la mer Adriatique, on a même publié des cartes sur lesquelles les ambitions extrêmes des Slaves empiétaient quelque peu sur les frontières italiennes d'avant guerre. Les Yougo-Slaves demandaient Trieste, Fiume, et naturellement il résulta de ces exagérations une certaine méfiance des Italiens envers les Slaves du sud autrichien et des Balkans; mais on a causé, de part et d'autre; les difficultés se sont évanouies et, aujourd'hui, l'entente, de très bonne foi, est complète entre les deux nations.

Cet exemple mérite qu'on le prenne en considération; car, de part et d'autre, en Italie comme en Serbie, l'on était fort irrédentiste. Il prouve qu'une entente est toujours possible entre les peuples agissant avec loyauté.

Ainsi, au jour de la paix, Italiens et Serbes présenteront le même programme; que tous les peuples suivent cet exemple et s'entendent avec leurs voisins et la tâche du congrès sera bien simplifiée. Que chaque nationalité discute, non pas sur des maxima d'espérances, mais sur des minima de prétentions et les accords se feront aisément.

L'Entente, comme les peuples reconstitués, n'a aucune raison pour cacher les arrangements, puisqu'ils sont justes et répondent à ses principes. En les proclamant très haut elle ne prolongera pas la guerre; car les empires centraux savent fort bien que leur écrasement est une nécessité inéluctable pour les alliés. Ce n'est pas un tracé précis des cartes de demain qui modifiera en quoi que ce soit les volontés des Habsbourg et des Hohenzollern. Ces deux dynasties doivent disparaître pour le bien du monde entier et les deux souverains n'ignorent pas le sort qui les attend. Les reconstitutions nationales et les restitutions ne sont d'ailleurs pour l'Entente qu'actes désintéressés de justice et n'ont rien à voir dans les conditions qui seront faites aux vaincus, en réparation des dommages causés par la guerre. Ce sont là deux questions absolument différentes et que le congrès

ne mélangera certainement pas ; car il serait parfaitement injuste de considérer comme une punition des crimes commis par les Empires centraux, la perte de territoires qu'ils possédaient indûment.

Les provinces françaises de l'Alsace et de la Lorraine, les Duchés danois, sont hors de cause, de même l'indépendance des Tchèques, des Moraves, des gens de Bosnie et de l'Herzégovine ; et il faut aussi que les Roumains de Transylvanie soient rattachés au foyer de leur race ; ce sont là des buts de guerre généraux, communs à toute l'Entente et non pas des questions spéciales à l'un des belligérants.

En Russie, dans ce qui était jadis l'Empire des Tsars, le désordre est tel, l'influence allemande est si grande, qu'il n'est pas possible aujourd'hui de préciser quel sera le tracé de la carte de demain, carte qui se définira naturellement du jour où les Empires centraux, vaincus en occident seront contraints d'abandonner leurs prétentions et leurs intrigues. Cependant, peu à peu, après les désordres du bolchévisme, les tendances se font jour ; dans quelques mois elles se préciseront et les peuples aspirant à leur autonomie seront à même de discuter de leurs intérêts, bien longtemps avant la fin de la guerre. Peut être le régime monarchique se rétablira-t-il chez les Russes, mais, en tout état de causes, l'Entente ne peut permettre que ce nouveau régime impose par la force la soumission aux nationalités qui désirent voler de leurs propres ailes : pas de conquêtes ; car les conquêtes seraient contraires aux principes même pour lesquels nous combattons. Certes les affaires intérieures de ces peuples ne se régleront pas sans difficultés, voire même sans conflits peut-être ; mais ceci ne concerne pas l'Entente. Seules les questions de frontières sont de son ressort.

Il en va tout autrement de l'Arménie dont le peuple, notre fidèle allié, compte sur notre appui pour obtenir enfin son autonomie, pour les chrétiens de l'empire ottoman, malheureuses victimes qui, par leurs souffrances et la constance de leur foi en nous méritent plus que notre estime. D'ailleurs, c'est un cri général chez tous les alliés : « Il en faut finir avec la Turquie » ; les horreurs dont cet état barbare vient encore de se rendre coupable ont fait déborder la coupe. Il s'agit donc de partager

les vastes territoires de l'empire des osmanli et, naturellement la plus grande part de ces terres doit être accordée à ses habitants, principalement aux Arméniens qui, avec un inlassable courage luttent encore dans leurs montagnes, abandonnés par leurs alliés les Géorgiens, trahis par les Tatares.

Dans l'intérêt même de l'Entente, l'Arménie doit être autonome; elle doit comprendre les Vilayets dits arméniens et posséder une sortie sur la mer Noire, Trébizonde ou autre et une portion de côte de l'Anatolie. Quant à ses frontières, c'est avec les Géorgiens seuls qu'elle les doit discuter; car ses autres voisins, Kurdes, Tatares et Turcs étant nos ennemis, c'est à l'Entente qu'il revient d'imposer de leur côté les limites du nouvel État. Il importe que la citadelle naturelle qu'est l'Arménie soit bien gardée, qu'elle impose l'ordre chez les populations encore barbares de l'Asie antérieure. Il y va de la sécurité de l'Empire des Indes pour l'Angleterre, de celle des possessions qu'après la guerre la France et l'Italie auront sur ces terres arrachées aux Chrétiens par les Musulmans, il y va de la paix mondiale. Il faut donc que Géorgiens et Arméniens, suivant l'exemple des Italiens et des Serbes, s'entendent pour régler leurs questions de frontières et pour présenter un programme parfaitement défini.

L'Entente a reconnu les droits à l'autonomie du Hedjaz, des Yougo-Slaves, des Tchéco-Slovaques, etc... Pourquoi n'a-t-elle pas encore proclamé justes les aspirations des Arméniens? Certes, les Tchéco-Slovaques se montrent vaillants et utiles à la cause de la Liberté; mais les Arméniens n'ont-ils pas fait plus encore, n'ont-ils pas combattu dans les armées de notre allié le Tsar, ne luttent-ils pas encore avec le courage indomptable du désespoir! Pourquoi n'avoir pas depuis longtemps fait de la renaissance de l'Arménie l'un de nos buts officiels de guerre?

La Turquie est condamnée par l'opinion publique de tous les pays de l'Entente, espérons qu'elle l'est aussi dans l'esprit de ceux qui auront à régler les conditions de la paix, qu'on ne se laissera pas aller à la signature d'un de ces compromis fâcheux dont l'histoire malheureusement abonde dans les pages du xix^e et du xx^e siècle. Tout accord avec la Turquie serait aussi illusoire et dangereux qu'un arrangement avec l'Allemagne ou la

double monarchie. Ce serait ouvrir la porte à de nouvelles complications. Nos sacrifices, nos morts réclament une solution définitive, aussi bien pour les affaires d'Orient que pour celles de l'Europe centrale. A la maladie qui a failli faire sombrer la civilisation il faut une cure radicale. Ne vendons certes pas la peau de l'ours ; mais l'ours est gravement atteint, préparons-nous à distribuer équitablement ses dépouilles et, pour ce faire, que les peuples de l'Asie discutent entre eux, d'abord leurs revendications, se mettent d'accord, puis s'entendent avec la France, l'Angleterre, les États-Unis et l'Italie, pour qu'au jour du Congrès leur programme ne soit même pas discuté.

L'Angleterre, à peu de chose près, occupe les pays de Turquie d'Asie sur lesquels il est de son intérêt de conserver le contrôle. La France et l'Italie ont encore à se prononcer officiellement : car officieusement il y a longtemps qu'elles sont tombées d'accord. Mais il est important que l'Arménie soit limitrophe des possessions européennes, dans son intérêt et dans le nôtre, dans celui de la paix mondiale. Il importe que les massacreurs Kurdes, Turcs et Tatares soient mis hors d'état de nuire, soient mis en tutelle, jusqu'au jour où leurs mœurs s'adoucissant ils puissent être graduellement amenés à jouir des libertés politiques. Il serait immoral de traiter les assassins comme on traitera leurs victimes. Qu'il soit politique ou particulier, le crime demeure toujours le crime et les collectivités coupables ne doivent pas échapper à la justice parce que leurs forfaits sont impersonnels. Il faut que l'Angleterre, la France, l'Italie et les peuples reconstitués de la Turquie exercent un contrôle absolu sur les races qui sont aujourd'hui les ennemies de la Justice et de l'Ordre public. Qu'on accorde à ces peuples un traitement humain, qu'ils soient mis en situation de s'améliorer, mais que le pouvoir de commettre de nouveaux méfaits leur soit retiré pour toujours. Et seule la constitution d'une Arménie grande et forte, alliée aux grandes puissances, peut garantir la civilisation contre les ambitions immorales des barbares asiatiques. Nous savons pouvoir compter sur la vaillance et l'esprit d'ordre du peuple arménien, c'est à l'Entente qu'il revient de mettre en œuvre la grande force de cette nation, d'en faire la pacificatrice de l'Asie antérieure. J. DE MORGAN.

Un Interview de S. Ex. Boghos Nubar Pacha
 président
 de la Délégation Nationale Arménienne
 publié dans l'Information du 20 septembre

Depuis août 1914, nous avons pu compter de nombreuses déclarations de guerre, il nous faut cependant observer que, jusqu'ici, les États-Unis ne se sont point officiellement affirmés ennemis de la Turquie. Il nous a paru opportun de demander son avis, sur cette éventuelle déclaration, à Boghos Nubar Pacha, président de la Délégation nationale arménienne en Europe qui, avec amabilité, nous a répondu :

J'ai suivi de près les polémiques des journaux américains à ce sujet, et de tout ce que j'ai lu il ressort que la question de la déclaration de guerre à la Turquie est subordonnée à la situation militaire du front occidental, où se trouve nécessairement concentré tout l'effort des Alliés depuis la grande offensive allemande de mars dernier.

C'est donc de la tournure des événements sur ce front que dépendra l'action du gouvernement de Washington. On peut être assuré que le président Wilson n'hésitera pas, le moment venu, à prendre la décision nécessaire pour atteindre le plus rapidement et le plus sûrement les buts de paix qu'il a si admirablement définis que tous les Alliés les ont adoptés. Ces buts, M. Wilson l'a déclaré, on ne pourra les atteindre qu'en « gagnant la guerre ». Mais, suivant l'opinion américaine, il faut, pour y parvenir, que les Alliés aient sur le front occidental une supériorité numérique décisive, qui — si elle ne l'est déjà — sera atteinte sous peu grâce au flot ininterrompu des troupes américaines.

Que l'Amérique soit ou non en guerre avec la Turquie lorsque le Congrès de la paix se réunira, le président Wilson ne sera pas moins en droit d'exiger que la question de l'Arménie reçoive une solution conforme aux principes concernant les peuples opprimés, qu'il a lui-même proclamés.

D'autre part, le sort de l'Arménie dépend naturellement de la victoire des Alliés, qui ont toujours témoigné de leur sympathie à cette nation martyre et à maintes reprises déclaré que son

sort intéresse directement leurs buts de guerre. Pour ne citer que les plus récentes de ces déclarations, je vais vous rappeler celle de M. Balfour, à la séance du 11 juillet, à la Chambre des communes, où, après avoir exprimé « la profonde admiration du gouvernement de Sa Majesté pour la vaillante résistance des Arméniens dans la défense de leurs libertés et de leur honneur », il a déclaré que « leur avenir sera décidé suivant le principe du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ».

Voici encore les paroles que prononça récemment M. Lloyd George à Manchester; il disait que « ce qui donne à l'Arménie le plus grand titre à l'appui sans réserve de ceux qui combattent pour les libertés de l'humanité, c'est que la détermination de ses fils à atteindre leurs buts ne faiblit pas »; et il a ajouté : « ceux à qui est confié le gouvernement de la Grande-Bretagne ne sont pas oublieux de leurs responsabilités envers cette race martyrisée ».

Je vous citerai enfin la belle lettre que m'a adressée M. Clemenceau qui dans toute sa carrière politique a toujours été l'ami et le défenseur des Arméniens. Dans cette lettre, à laquelle il a tenu à donner lui-même la plus large publicité, il rappelle que « la France a inscrit dans ses revendications la libération des peuples opprimés » et il continue en déclarant que « le gouvernement de la République, comme celui du Royaume-Uni, n'a pas cessé de compter les Arméniens au nombre des peuples dont les Alliés comptent régler le sort selon les règles supérieures de l'humanité et de la justice ».

Ces assurances des gouvernements alliés, est-il besoin de le dire, ont été accueillies avec un vif soulagement par les Arméniens qui en avaient besoin pour supporter les souffrances inouïes qu'ils endurent encore. Pour vous en donner une idée, laissez-moi vous montrer les derniers télégrammes qui me sont parvenus. En voici un qui annonce la déportation de 8.000 Arméniens d'Alexandropol, en Arménie russe, bien que cette ville soit en dehors des territoires que le traité de Brest-Litovsk a livrés aux Turcs. C'est toujours la même politique d'extermination systématique qu'ils poursuivent au Caucase, comme dans l'Arménie turque, dans l'espoir de supprimer la question arménienne.

Pour donner le change, leurs agents et leur service de propagande dans les pays neutres cherchent à faire croire que ce sont les Arméniens qui massacrent les paisibles populations musulmanes. Ce télégramme, vous le voyez, donne le démenti le plus formel à ces bruits calomnieux, et il m'annonce, en outre, l'envoi de documents authentiques à l'appui.

Les déclarations des gouvernements alliés, que je viens de vous rappeler, ne sont pas seulement justifiées par la pitié pour les souffrances effroyables que cette guerre a infligées à mes compatriotes, mais aussi par la confiance que, dès la première heure, les Arméniens ont eue dans la protection et dans la volonté bien arrêtée des Alliés de les délivrer à jamais des persécutions et des massacres périodiques dont ils ont toujours été victimes sous la domination ottomane. Cette protection leur est due d'ailleurs pour leur attachement et leur fidélité à la cause des Alliés, dont ils viennent de donner une nouvelle preuve en résistant — seuls de tous les peuples du Caucase — à l'avance de l'armée turque, afin de donner le temps aux troupes anglaises d'arriver sur ce front. Une poignée de soldats improvisés, mais inébranlablement résolus, ont héroïquement tenu tête pendant quatre mois aux Turcs et aux Tatares à Bakou, jusqu'à l'arrivée des premières troupes britanniques, qui du même coup ont sauvé les puits de pétrole et les Arméniens à bout de ressources et menacés de succomber sous le nombre (1).

Le *Daily Graphic*, dont voici une coupure, parlant de cette résistance héroïque des Arméniens, intitule son article : « BAKOU VAILLamment DÉFENDU POUR LES ALLIÉS ».

Il ne m'appartient pas, comme représentant des Arméniens, de décider jusqu'à quel point ce journal dit vrai. Mais ne pensez-vous pas que ce courageux petit peuple, qui a montré de quelle vaillance surhumaine il est capable et, comme les Tchéco-Slaves en Sibérie, a su après la défection bolchevique maintenir le front oriental au Caucase, s'est acquis des droits auprès des Alliés à la réalisation de ses modestes aspirations nationales ?

(1) Cet interview était déjà donné quand nous avons appris la nouvelle pénible de la prise de Bakou par les Turcs. Tant de vaillance et de sacrifices auront donc été vainement prodigués ! (N. D. L. R.).

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

LE SORT DES PEUPLES OPPRIMÉS DE TURQUIE

Déclarations de M. Lloyd George

Hommage à la vaillance des Arméniens

Après la mémorable déclaration de M. Balfour, à la séance du 11 juillet 1918 de la Chambre des Communes, c'est M. Lloyd Georges qui vient à son tour rendre un hommage éclatant à la vaillance et à la détermination des Arméniens, qui ont rendu possible l'entrée des troupes anglaises à Bakou, par leur résistance aussi tenace qu'héroïque.

Les déclarations du Premier Anglais seront profondément ressenties par tous les Arméniens et serviront à relever leur courage et à rendre plus farouche leur détermination d'atteindre leur idéal national.

Voici en quels termes les journaux de Londres relatent le voyage de M. Lloyd Georges et ses déclarations.

M. Lloyd George s'est rendu mercredi à Manchester où à eu lieu, en son honneur, une grande manifestation populaire et où on lui a conféré le titre de « citoyen de Manchester ». Des milliers de munitionnettes portant des drapeaux et des bannières se trouvaient sur les quais de la gare. Une foule immense faisait la haie sur tout le parcours jusqu'à Mansion House, où le premier ministre s'est rendu au milieu des applaudissements.

M. Lloyd George a reçu, à Manchester, les adresses des trois délégations représentant le Comité arménien, l'Association syrienne et le Comité sioniste, qui lui ont été présentées par sir Mark Sykes, l'orientaliste bien connu.

L'adresse arménienne salue en M. Lloyd George le grand homme d'Etat dont le génie, le jugement, la décision, le courage et la noblesse ont fait que tous les peuples amoureux de liberté l'ont choisi comme leur leader.

M. Lloyd Georges a répondu aux Arméniens :

L'esprit de confiance qui anime vos paroles démontre d'une manière frappante la résolution invincible de votre nation éprouvée. L'Arménie impose la pitié et son appel est irrésistible.

Mais ce qui lui donne le plus grand titre à l'appui sans réserve de ceux qui combattent pour les libertés de l'humanité, c'est que la détermination de ses fils à atteindre leur but ne faiblit jamais. En dépit des persécutions, des désastres et de répressions sans pitié, l'Arménie revendique toujours la justice devant le monde et dédaigne d'implorer son oppresseur pour qu'il lui fasse grâce.

Je vous prie de croire que ceux à qui le gouvernement de la Grande-Bretagne est confié ne sont pas oublieux de leurs responsabilités envers votre race martyrisée.

Les Syriens ont présenté une adresse au nom des peuples de langue arabe résidant en Grande-Bretagne, dans laquelle ils remercient M. Lloyd Georges pour l'intérêt personnel qu'il a pris au sort de leurs compatriotes, et lui ont offert leurs félicitations pour les hauts faits accomplis par les troupes de l'empire britannique qui délivrèrent la Mésopotamie et la Palestine du joug de l'oppresser. Ils lui ont exprimé en même temps leur gratitude pour l'assistance accordée par le défenseur de la cause de la liberté aux Arabes du roi Hussein et lui ont affirmé finalement qu'ils attendaient patiemment le triomphe final des alliés qui permettra à la Syrie, à la Mésopotamie et à l'Arabie émancipées d'être à même d'acquitter, au moyen de leur ferme alliance et de leur amitié, la dette qu'elles ont contractée vis-à-vis de leurs sauveurs.

Répondant à la délégation syrienne, M. Lloyd George a dit :

Je comprends très bien votre fervent amour pour votre pays et la fierté naturelle de votre race. C'est l'espoir et le désir du gouvernement anglais que les populations de langue arabe, qui ont souffert sous la domination turque, jouissent de nouveau de la liberté, qui leur permettra de reconstruire l'édifice de civilisation et de prospérité que six siècles de tyrannie ottomane ont réduit en ruines. Notre loyal allié, votre chef vénéré, le roi Hussein, a, par sa constance et son courage, non seulement gagné l'estime et l'affection de ceux qu'il s'efforce de délivrer, mais il s'est aussi attiré la bonne volonté de tous ceux à qui la cause des peuples opprimés est chère.

Je vous remercie de votre adresse que je considère comme un nouveau témoignage frappant de l'esprit fraternel qui unit nos nations.

L'adresse de la députation israélite, conduite par le sioniste bien connu Nahun Sokolow, exprime une gratitude chaleureuse

pour la déclaration historique faite par le gouvernement, le 2 novembre 1917, et pour l'assistance que le gouvernement a accordée au peuple israélite afin de l'aider à recouvrer son ancien foyer national.

Elle exprime aussi l'espoir que, pour le bonheur des petites nations du monde entier qui luttent pour échapper à l'impitoyable désir de conquête du peuple allemand, les alliés verront à une date rapprochée la débâcle de la puissance allemande.

M. Lloyd George a répondu aux sionistes dans les termes suivants :

C'est avec le sentiment de la plus vive satisfaction que j'accepte votre adresse. Les aspirations que vous partagez avec la multitude des individus de votre race disséminés dans le monde entier trouvent un écho naturel chez ceux à qui le gouvernement de la Grande-Bretagne est confié, parce que ces aspirations s'accordent d'une façon permanente avec les sentiments du peuple de la Grande-Bretagne.

Pour la reconnaissance de l'Arménie comme Etat belligérant

Nous lisons dans le Giornale del Mattino de Bologna, du 5 septembre :

La Présidence du Comité « Pro Armenia Indipendente » a adressé au président du Conseil des ministres le télégramme suivant :

**S. Ex. Orlando président Conseil ministres,
Rome**

Comité « Armenia Indipendente » Bologne, souhaitant bien victoire finale Entente, émet le vœu que Gouvernement italien reconnaisse le premier l'Arménie comme nation belligérante alliée.

RELLINI, *président.*

Après avoir reproduit ce télégramme, le « Giornale del Mattino » ajoute :

Nous espérons que le problème sera posé et résolu honorablement pour nos vaillants frères d'Arménie, qui ont lutté en Russie pour les buts de l'Entente, et qui luttent encore actuellement, versant le meilleur de leur sang pour que la barbarie tartaroteutonique soit abattue.

REVUES ET JOURNAUX

L'ARMÉNIE EN TANT QUE NATION

Bakou vaillamment défendu pour les Alliés

Sous ce titre nous lisons dans le Daily Graphic du 3 septembre la note suivante, qui montre que les services rendus à la cause des Alliés par les Arméniens, commencent à être hautement appréciées par la presse anglaise :

L'idée généralement acceptée, que les Arméniens ont été exterminés complètement par les récents massacres, est d'après l'Agence Reuter entièrement erronée.

Rien qu'en Arménie russe, il y a une population d'environ deux millions d'Arméniens. En Arménie turque, en supposant même que la moitié de la population soit massacrée, il doit y avoir encore environ un million de survivants. Les Arméniens ont aussi de vastes colonies en Amérique, en Egypte, en Perse, aux Indes et dans les autres parties du monde, et tous ces exilés retourneraient avec joie dans une Arménie régénérée, libre et autonome, qui compterait ainsi une population de plus de trois millions d'Arméniens.

La délivrance des Arméniens de la tyrannie turque était considérée comme une obligation morale avant la guerre. Mais ils se sont prouvés des Alliés courageux et dignes de confiance. La reconnaissance par les Turcs et les Allemands de la minuscule république arménienne de l'Ararat, montre que cette nation n'est pas ignorée. Toute la race doit être libérée de l'oppression turque, et, sans tenir compte de son nombre, elle doit être établie comme une nation indépendante.

Pour les Arméniens

De la Gazette de Lausanne du 7 septembre sous la signature K. A.

La Turquie ressuscitée, grâce aux artifices de l'Allemagne au moment où elle agonisait à la suite des amputations subies en 1912-1913, consacre les forces qui lui sont rendues à consommer l'anéantissement de la nation arménienne.

Près de 300.000 Arméniens, échappés aux derniers massacres, avaient réussi à passer en Transcaucasie russe. Le traité de Brest-Litovsk les livre à leurs bourreaux : Batoum, Kars, Ardahan sont restitués à l'empire ottoman après qu'Erzeroum est retombée au pouvoir du sultan. Cela ne suffit point aux Turcs. Ils envoient leurs *hodjas* dans tout le reste de la Transcaucasie où habitent des populations musulmanes, et jusqu'en Ciscaucasie, afin d'y exciter à la haine des chrétiens. Les effets du fanatisme dont l'explosion est à redouter de jour en jour et presque d'heure en heure sont à prévenir par les nations occidentales, parce que l'anéantissement des populations chrétiennes et particulièrement des Arméniens, les plus actifs, les plus industriels d'entre elles, sonnerait la ruine de la civilisation dans ces contrées et par suite leur perte, par les États civilisés, au point de vue des ressources qu'offrent leurs richesses naturelles et les débouchés qu'elles constituent pour les industries européennes. L'intérêt économique s'ajoute à l'intérêt humanitaire pour conseiller à l'Europe d'intervenir en hâte au Caucase.

K. A.

FAITS ET INFORMATIONS

EN TURQUIE

Signe des temps

La presse turque mène depuis quelque temps une campagne violente contre le gouvernement allemand. C'était d'abord la prétendue demande, faite par les Allemands, de remplacer le *Breslau*, coulé au large des Dardanelles, par le fameux croiseur turc *Hamidieh*, qui avait fourni l'occasion de cette campagne, et actuellement c'est le traité additionnel de Brest-Litovsk, signé le 27 août dernier entre l'Allemagne et la Russie, qui sert de thème aux reproches et aux récriminations des Turcs.

Pour ceux qui connaissent la mentalité de la presse turque, et les rigueurs de la censure, nul doute que cette campagne de presse ne soit inspirée par les gouvernants jeunes-turcs. Mais pourquoi ce mot d'ordre, juste au moment où l'Allemagne lève le *veto* qui empêchait l'avance des armées turques au Caucase, et au moment où Djavid bey, le ministre des Finances turc négocie à Berlin un emprunt de 45 millions de livres turques ?

Une dépêche de Londres, datée du 15 août et publiée par les journaux américains, semble nous donner la clef de cette énigme.

« D'après des nouvelles reçues de Constantinople, dit cette dépêche, un conflit très grave a éclaté entre l'ambassadeur d'Allemagne et les autorités turques. L'ambassadeur d'Allemagne a menacé de faire bombarder la capitale par le *Gœben*.

« Ce sont les proclamations, jetées par les aviateurs anglais sur la ville, qui ont été cause de ce conflit. La population turque a lu avec une curiosité très sympathique ces proclamations et bientôt après des avis ont été affichés sur les murs des mosquées

et des établissements du gouvernement, déclarant que ce sont les Allemands qui sont les véritables ennemis des Turcs.

« Cet acte a donné lieu à une protestation énergique de l'ambassadeur d'Allemagne, qui a demandé l'ouverture immédiate d'une enquête, pour en punir les auteurs. Le grand-vizir Talaat pacha ayant répondu qu'il était impossible de trouver les coupables, l'ambassadeur a notifié que ce serait la police militaire allemande qui serait chargée de l'enquête.

« Le lendemain le représentant du gouvernement allemand, revenant à la charge, a dit au grand-vizir que les avis ont été apposés aux murs par les soins du gouvernement turc, et que les coupables devraient être très sévèrement punis. Talaat pacha ayant répondu qu'avant de sévir il désirait lui-même faire une enquête, une discussion orageuse s'ensuivit, et c'est pendant cette discussion que l'ambassadeur d'Allemagne menaça de faire bombarder la ville. »

Cette histoire, cousue de fil blanc, ne pouvait être inventée — et de toutes pièces — que pour donner le change à l'opinion publique des pays alliés, en faisant croire que le peuple turc avait des sentiments de vive sympathie envers les alliés, et que même le gouvernement n'était pas bien loin de partager les mêmes sentiments, mais qu'ils étaient tenus en respect par les canons du *Gaben*, braqués sur la ville.

La campagne de presse, menée actuellement contre le gouvernement allemand, et dont l'écho nous arrive avec tant de facilité, par la complaisance des gouvernants de Stamboul et de leurs agents en Suisse, ne peut viser qu'au même but.

On peut rapprocher de ces différents faits, la prétendue hostilité existant entre le nouveau Sultan et Enver pacha. Des agences suisses, évidemment inspirées de Constantinople, nous ont donné, avec force détails, la nouvelle de cette hostilité, et ont avancé même qu'Enver pacha s'était décidé à se retirer du ministère de la Guerre, et que ce n'était que sur les instances du gouvernement allemand qu'il s'était résigné à rester à son poste. Cette hostilité née du jour au lendemain pour les besoins de la cause, nous a laissés rêveurs, car le Sultan actuel n'avait jamais fait montre jusque-là de sentiments hostiles envers les Jeunes-

Turcs, et nous avons connu un autre Enver, qui ne se décourageait pas aussi vite, et qui ne reculait devant aucune extrémité pour rester à la tête du Seraskerat; la fin tragique de Nazim pacha et celle du prince Youssouf Iseddine, l'ancien héritier du trône, sont là pour le prouver.

D'autres petits faits, comme la nomination de l'ambassadeur de Turquie à Berlin — qui s'était déclaré contre l'entrée en guerre de la Turquie, disait une note inspirée — comme la nomination de Saïd bey — prétendu ententophile — au poste de deuxième secrétaire du palais, nous donnaient à entendre que ce n'était pas par simple inimitié personnelle que Mehmed VI et Enver pacha se détestaient l'un l'autre, mais plutôt parce que le nouveau Sultan sentait soudainement un penchant irrésistible vers les gouvernements alliés, ce qui ne l'empêchait d'ailleurs pas d'envoyer une lettre autographe à Guillaume II, en attendant qu'il puisse embrasser prochainement son impérial allié.

Tous ces petits faits, qui s'enchaînent si logiquement, ne sont que le signe des temps. Ils n'ont pris naissance qu'avec l'offensive victorieuse des Alliés sur le front occidental, et plus les Allemands sont battus, plus ils prennent consistance.

L'avance victorieuse des Alliés continuant, nous verrons bientôt apparaître à l'horizon politique de Stamboul les francophiles Djémal pacha, Ahmed Riza pacha, le prince Sabaheddine et d'autres encore. La Turquie garde toute une équipe de ces prétendus ententophiles, pour s'en servir au besoin. On dit même que pour renforcer cette équipe, le Sultan Mehmed VI est sur le point de signer la grâce — quelle audace ! — d'une centaine de Turcs, jeunes ou vieux, condamnés par les dirigeants de l'Itihad.

Au printemps de l'année 1915, quand l'escadre alliée était à deux doigts de forcer les passes du Tchanak, nous avons déjà eu une répétition de cette même comédie à Constantinople. C'est la mise en scène de la même comédie dont on dresse actuellement l'échafaudage.

Le jour où les Turcs auront la certitude que la partie est irrémédiablement perdue pour les Allemands, ce jour-là

l'équipe de rechange prendra le pouvoir en mains, et il n'y aura qu'une seule voix dans tout l'empire, pour maudire les Jeunes-Turcs et les Allemands qui ont ruiné le pays, et l'ont obligé, malgré toute sa sympathie pour la France et l'Angleterre à marcher contre elles.

La presse turque a bien tort cependant de croire qu'on peut prendre au sérieux ses plaintes et ses fureurs. Les Turcs n'ont pas à se plaindre tant des Allemands, puisque l'Allemagne leur a fait obtenir les provinces « arméniennes » de Kars et d'Ardahan, et Batoum, qu'ils ont conquises, et puisque c'est toujours l'Allemagne qui leur a assuré — en violation flagrante du traité de Brest-Litovsk — la possession d'Akhalkalak, d'Akhaltzikhe et d'Alexandropol. Et nous ne parlons pas encore de leurs larges et généreuses promesses !

Cette comédie de Constantinople est sûrement montée de connivence avec Berlin, puisque les Allemands ont tant intérêt à voir sortir indemne de la guerre mondiale au moins leurs alliés Turcs, qu'ils espèrent toujours tenir en lisières après la guerre.

Mais les maîtres de la Sublime Porte ont tort de croire que les Alliés se laisseront prendre à leur jeu, qui n'est que trop connu.

Gouvernants et gouvernés, les Turcs ont lié leur sort volontairement, et de tout cœur aux empires centraux. Ils ont fait tout ce qui était humainement possible pour assurer le triomphe de l'Allemagne. Et si l'Allemagne perd la partie, — et elle la perdra — ils ne pourront jamais trouver grâce devant les Alliés.

Et nous ne parlons pas encore du massacre de toute une population, massacre dont il doit être fait justice.

A. H.

La Turquie s'indigne contre ses alliés

Genève, 9 septembre. — Tous les journaux turcs se livrent à des attaques très violentes contre les clauses des traités additionnels de Brest-Litovsk et déclarent, sans ambages, que les intérêts de la Turquie ont été trahis.

Le Zeman déclare que la politique allemande au Caucase est erronée. La Turquie et l'Azerbeïdjan doivent poursuivre une politique résolue dans le nord du Caucase.

L'*Ikdam*, relevant les lourds sacrifices faits par la Turquie dans la cause commune, estime qu'il est légitime qu'elle sauvegarde ses propres intérêts dans le Caucase sans tenir compte de ses alliés.

Le *Wakit* dit que l'Allemagne semble vouloir détruire d'un coup la confiance de la Turquie, qu'elle n'a pu conquérir qu'après de longues années de politique étrangère. L'Allemagne est arbitraire et ne se conforme pas aux fermes principes directeurs. Le but principal de la Turquie est de sauvegarder ses frontières de l'est. Si l'Azerbeïdjan, l'Arménie et la Géorgie ne forment pas un bloc solidement établi, le Caucase deviendra une terrible Macédoine qui troublera la paix du monde entier.

Le *Sabah* proteste contre la conclusion des traités sans que la Turquie ait été consultée au préalable et exprime le regret que le gouvernement ottoman n'ait pas été convié à participer aux conférences qui ont eu lieu au Grand Quartier Général allemand. Il y a, dit-il, dans ce manque d'égards, de quoi ébranler sérieusement les relations des Alliés.

Le voyage de Talaat pacha

Londres, 10 septembre. — D'après des renseignements de source sûre, le voyage de Talaat pacha à Berlin aurait été décidé au cours d'un conseil des ministres tenu au palais impérial, le 20 août, sous la présidence du sultan. On y aurait pris la résolution de faire préciser par les puissances centrales les avantages qui seront consentis à la Turquie en raison de ses sacrifices et les vues qui dirigent leur politique au sujet de la Mésopotamie, du Caucase, de la mer Noire et de la Macédoine. Les dirigeants turcs sont très blessés d'avoir été laissés à l'écart des conversations qui ont eu lieu au grand quartier général allemand, auxquelles la Bulgarie participa.

..

Zurich, 9 septembre. — Les Dernières Nouvelles de Munich avouent que le voyage de Talaat Pacha a pour but d'applanir les divergences de vues existant entre l'Allemagne et la Turquie au sujet du Caucase.

Talaat pacha à Berlin

Talaat pacha est arrivé samedi à Berlin. Comme le fait remarquer le correspondant berlinois de la *Gazette de Francfort*, le deuxième

voyage du grand-vizir prend une valeur spéciale du fait que le comte Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne à Constantinople, et le marquis Pallavicini, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, sont arrivés dans la capitale allemande. Talaat est accompagné de plusieurs personnalités importantes, parmi lesquelles le sous-secrétaire d'Etat Hikmet.

— Djavid bey a déclaré à la *Nouvelle Presse libre* qu'on avait conclu, à Berlin, un nouvel emprunt de 45 millions de livres turques. Il est reparti pour Constantinople.

Le Sultan amnistie...

Berne, 8 septembre. — Suivant une dépêche particulière de la *Tribune de Genève*, le nouveau sultan de Turquie aurait amnistié deux cents condamnés politiques frappés par le comité « Union et Progrès » et résidant à l'étranger.

Le général Chérif pacha, qui habite Paris, et Ahmed Rechid bey, ancien ministre de l'intérieur, réfugié à Genève, ne seraient pas portés sur la liste des amnistiés.

Les revendications des sionistes

Parlant au dîner offert jeudi soir, 5 septembre, en l'honneur du major Ormsby Gore, attaché à la commission sioniste en Palestine, M. Sokolow, président de l'organisation sioniste, a dit :

« La Palestine est l'unique espoir des Juifs. Ce que les sionistes veulent, c'est la liberté nationale, l'idéal pour lequel la Grande-Bretagne combat. »

En ce qui concerne les israélites des nations alliées, M. Sokolow a ajouté que l'on peut dire qu'ils désirent tous la victoire et sont déterminés à obtenir cette victoire. Ils ont salué avec joie l'intervention de la Grande-Bretagne, parce que chaque fois qu'elle intervient, c'est une sécurité de paix pour la civilisation. L'orateur croit que Londres sera la table de conférence du sionisme et l'Angleterre le point de ralliement de la Palestine.

Le major Ormsby Gore, qui revient de Palestine, a dit :

« Je ne vois aucun espoir pour le sionisme comme vous et moi nous le comprenons, à moins que les Turcs et les Allemands ne soient battus décisivement dans cette guerre. »

Parlant du mouvement de recrutement en Palestine, il a dit qu'il

ne s'est pas écoulé une heure en Palestine sans que la commission sioniste ne soit assiégée par des colons désirant s'enrôler dans le bataillon israélite. L'idéal national israélite cadre du reste avec les vues du gouvernement britannique, qui ne désire aucunement imposer la langue anglaise dans les écoles hébraïques; il désire favoriser les intérêts nationaux des peuples, de façon que tous puissent vivre en amitié et que chacun puisse poursuivre ses idéals.

Le Sionisme de Talaat pacha

On mande de Constantinople que Talaat pacha, parlant de la conclusion des négociations entre les représentants des organisations israélites du Centre de l'Europe et le gouvernement turc, a dit :

Je suis heureux que mes négociations avec les organisations israélites aient déjà produit un résultat définitif. Nous sommes résolus à en finir avec toutes les mesures restrictives et à abolir définitivement les règlements restrictifs relatifs à l'immigration et à l'établissement des israélites en Palestine. Je vous donne l'assurance de ma sympathie pour la création d'un centre religieux israélite en Palestine au moyen d'immigration et de colonisation bien organisées. C'est mon désir de placer cette œuvre sous la protection du gouvernement turc. Je nourris le ferme espoir que les travaux de la commission spéciale qui a été envoyée en Palestine afin de dresser des projets détaillés, seront bientôt terminés.

Mission Turque

Une mission turque, chargée de notifier à l'empereur l'accession au trône du nouveau sultan est arrivée mardi à Berlin. La mission est conduite par un fils de l'ancien sultan Abdul Hamid, Abdour Rahim effendi, qui a un grade d'officier dans l'armée prussienne.

Un voyage du Sultan

La presse allemande annonce qu'aussitôt après le retour à Constantinople des missions spéciales qui ont été envoyées dans les pays alliés de la Turquie pour notifier son élévation au trône, le Sultan Mehmed entreprendra lui-même un voyage à l'étranger pour visiter les maisons régnautes qui combattent actuellement avec l'empire ottoman.

AU CAUCASE

Un télégramme du D^r Araratian de Bakou

Le Bureau d'Information Arménien de Paris nous communique le télégramme suivant, reçu du D^r Araratian, président du Conseil national Arménien de Bakou, lequel vient de se déclarer Organe Central :

Les Turcs ont déporté 8.000 Arméniens d'Alexandropol, ils ont désarmé la ville d'Elisabethpol, mais ils n'ont pas pu occuper la région de Karabagh. Les Arméniens de Gueuktchai et de Chamakhi ont émigré à Bakou. La situation des Arméniens est très grave. Ils sont seuls à soutenir les Alliés au Caucase.

Le quartier général du général arménien Nazarbekoff et du chef des volontaires Dro est à Erivan, celui du général Andranik à Nakhitchevan. Ils tiennent la ligne du chemin de fer entre Alagöz et Djoulfa.

Les troupes arméniennes de Bakou ont repoussé au prix d'immenses sacrifices les attaques turques pendant quatre mois, jusqu'à l'arrivée des troupes britanniques ; les puits de pétrole ont été sauvés.

Le moral des Arméniens dans les régions non occupées par les Turcs est admirable.

Les bruits de massacres, soi-disant commis par les Arméniens, sont entièrement faux et ont été répandus par les agents ennemis. Même maintenant, et après les nouveaux massacres commis, les Arméniens protègent les Turcs et les Tatares, et s'efforcent d'obtenir la conciliation.

Nous vous prions de démentir énergiquement ces bruits dans les pays Alliés et amis. Vous recevrez prochainement des preuves incontestables des nouvelles atrocités commises par les Turcs et les Tatares.

Les Arméniens contre les Maximalistes

La Stampa de Turin se fait télégraphier de Zurich, en date du 7 septembre :

D'une note de Berlin publiée dans le Stuttgarter Tageblatt, faisant une récapitulation des forces alliées qui font face aux maxi-

malistes, nous relevons le passage suivant concernant le Caucase :

« Au Caucase, se trouvent les Cosaques géorgiens ; en outre à Bakou dix mille Russes et Arméniens et deux mille Anglais se battent contre les maximalistes. »

Le soulèvement arménien et l'armée alliée de Bakou

Le comité italien pour l'indépendance arménienne communique de Rome en date du 5 septembre :

Selon nos dernières informations, le nombre des combattants à Bakou serait de plus de 10.000 soldats réguliers arméniens provenant du front occidental et de la garnison russe de la ville. A la tête de ces troupes se trouverait le bolchevik arménien Shahumian, déjà président du Caucase, nommé par Lenine. On dit que l'armée arménienne est suffisamment approvisionnée. On espère qu'avec l'aide des Anglais, l'armée alliée de Bakou formée d'Arméniens, de Russes et de Britanniques pourra rompre les lignes ennemies et aller au secours de l'Arménie centrale, qui est en plein soulèvement, en dépit de la reconnaissance de son indépendance par les Germano-Turcs.

La famine au Caucase et en Perse

Un télégramme Reuter, reçu à Londres à la date du 30 août, dit que plusieurs milliers de fugitifs arméniens, des régions de Van et d'Ourmia, sont arrivés à Hamadan, en route vers le Sud. Ils sont dans un état de détresse épouvantable et ont besoin de secours urgents.

Il existe aussi un état de grande détresse en Arménie turque et en Arménie russe. Les sacrifices consentis par les Arméniens pour la défense du Caucase, ont presque complètement épuisé leurs ressources, et la rareté des provisions en Russie, ainsi qu'en Turquie, crée pour la population arménienne une condition désespérée.

Le patriarche de Géorgie assassiné

Suivant des nouvelles authentiques reçues dans les milieux géorgiens de Constantinople, le patriarche de l'ordre Katholikos de Géorgie, Kyrion Rom, qui s'était rendu, il y a quelque temps, dans un couvent du bassin de Tiflis pour y passer l'été, a été assassiné par un inconnu. L'année dernière, il avait été choisi par l'assemblée nationale de Géorgie, comprenant des membres du clergé et des laïques, comme chef de l'Eglise nationale géorgienne, nouvellement rétablie dans son autonomie.

Le Gérant : EMILE BERTRAND

Imp. M. FLINIKOWSKI, 216, Bd Raspail, Paris (14^e)
